

## 3.1. Rapport de gestion

### UN EXERCICE RECORD POUR LE GROUPE TANT EN TERMES DE CROISSANCE QUE DE PROGRESSION DES RÉSULTATS

Pour la troisième année consécutive, le groupe enregistre une croissance à deux chiffres.

La progression de l'activité ressort à 12,7 % (8,5 % à périmètre et change constants) et l'EBITDA de l'exercice affiche une hausse de 20,4 % à 149,6 M€.

### 3.1.1 Les comptes consolidés du groupe

en M€	2017	2016
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>2 418,2</b>	<b>2 145,3</b>
<i>En France</i>	<i>1 830,0</i>	<i>1 667,2</i>
<i>À l'international</i>	<i>588,2</i>	<i>478,0</i>
EBITDA <sup>(1)</sup>	149,6	124,3
Résultat opérationnel courant	126,6	105,1
Résultat opérationnel	126,8	105,1
Résultat financier	(8,2)	4,7
Résultat avant impôt	115,1	109,6
Résultat net	83,4	75,3
Résultat net part du Groupe	84,8	75,4
Résultat net par action (en euro)	7,64	6,79

(1) (Résultat opérationnel courant avant prise en compte des dotations nettes aux amortissements)

Les chiffres d'affaires communiqués ci-dessous par pôle d'activité s'entendent avant éliminations inter-activités qui s'élèvent à (20,8) M€.

#### Le compte de résultat

Le groupe réalise sur l'exercice un chiffre d'affaires de 2,42 milliards d'euros en hausse de 12,7 %. Cette évolution se décompose en 8,5 % de croissance organique, 4,6 % de croissance externe (essentiellement en raison des récentes acquisitions aux États-Unis et au Royaume-Uni) et (0,4)% d'effets de change négatifs.

Cette performance est d'autant plus satisfaisante qu'elle fait suite à deux années consécutives de croissance à deux chiffres.

En France, qui concentre 75,7 % de l'activité totale, le groupe affiche une solide dynamique de croissance ; le chiffre d'affaires progresse de 9,8 % à 1 830,0 M€.

À l'international, le groupe poursuit son développement avec un chiffre d'affaires en hausse de 23,1 % à 588,2 M€ ; cette dynamique porte à 24,3 % la part de l'international dans le chiffre d'affaires total du groupe.

Les deux pôles d'activité du groupe affichent des progressions à deux chiffres.

**Dans le travail temporaire et le recrutement**, qui représente 83,8 % de l'activité totale du groupe (après éliminations inter-activités), le groupe franchit pour la première fois le cap des 2 milliards d'euros. Le chiffre d'affaires s'établit à 2 026,3 M€ en hausse de 10,7 %.

Cette performance a été essentiellement réalisée en croissance organique à 8,3 %.

En France, qui concentre 75,3 % de l'activité du pôle, le groupe confirme sa trajectoire de performance ; le chiffre d'affaires s'établit à 1 526,2 M€ en progression organique de 9,6 %.

Cette performance est particulièrement remarquable comparée à un exercice 2016 déjà en hausse de plus de 14 %.

À l'international, le groupe franchit le cap des 500 millions d'euros de chiffre d'affaires avec une progression de l'activité de 14,5 % ; à périmètre et change constants, cette progression ressort à 4,5 %.

Les États-Unis et l'Espagne concentrent plus de 90 % de l'activité réalisée à l'international.

**Sur le pôle multiservices**, dont la contribution à l'activité totale du groupe est portée à 16,2 % (après éliminations inter-activités), les performances sont également au rendez-vous.

Le chiffre d'affaires atteint un niveau record de 412,7 M€ en hausse de 23,4 % (+9,3 % à périmètre et change constants).

Cette évolution est notamment portée par les activités aéroportuaires qui représentent 76,2 % de l'activité totale du pôle, avec un chiffre d'affaires à 314,6 M€ en hausse de 28,5 %.

**La croissance soutenue affichée par le groupe s'est accompagnée d'une nouvelle progression des résultats et d'une appréciation significative des marges.**

L'Ebitda du groupe ressort à 149,6 M€ en croissance de 20,4 % ; Il représente 6,2 % du chiffre d'affaires contre 5,8 % en 2016 en progression de 40 points de base sur l'exercice.

Les deux pôles d'activité contribuent à cette appréciation des marges.

Sur le pôle **travail temporaire et recrutement**, l'Ebitda progresse de 17 % à 115,4 M€.

Il représente 5,7 % du chiffre d'affaires contre 5,4 % en 2016 et gagne 30 points de base.

En France, l'Ebitda progresse de plus de 20 % à 93,5 M€. Il s'établit à 6,1 % du chiffre d'affaires, contre 5,6 % en 2016 soit une amélioration de 50 points de base.

A l'international, avec une croissance organique du chiffre d'affaires de 4,5 %, l'Ebitda s'élève à 21,9 M€ ; il représente 4,4 % du chiffre d'affaires.

Sur le **pôle multiservices**, l'Ebitda progresse de 33,4 % à 34,2 M€ ; il représente 8,3 % du chiffre d'affaires contre 7,7 % en 2016.

L'Ebitda des activités aéroportuaires s'établit à 29,2 M€ avec une marge de 9,3 % contre 8,3 % en 2016 qui progresse de 100 points de base par rapport à 2016.

Les autres services dégagent un Ebitda de 5 M€ stable en valeur par rapport à 2016.

L'examen complémentaire du compte de résultat fait également apparaître :

- Des dotations nettes aux amortissements qui s'élèvent à 23,0 M€ contre 19,2 M€, en croissance de 3,8 M€, dont 2,2 M€ sont liées à l'intégration de la société Cobalt ;
- Une contribution des sociétés mises en équivalence négative de (3,5) M€ dont l'essentiel provient de la participation de 25 % détenue par le groupe dans le capital de la société AERCO, gestionnaire des aéroports du Congo ;
- Un résultat financier qui s'établit à (8,2) M€ contre 4,7 M€ en 2016 ; L'évolution du résultat financier s'explique notamment par :
  - Une stabilité du coût de l'endettement financier à 2,5 M€
  - Une amélioration de 1,8 M€ des effets de désactualisation du Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi
  - L'effet du résultat de change qui impacte négativement les prêts libellés en USD que Groupe CRIT a consenti à ses activités américaines pour les financer et qui représente une perte de 10,9 M€.

- Une charge d'impôt sur le résultat de (31,7) M€ contre (34,3) M€ en 2016 ; rapporté à la base taxable, le taux d'imposition s'établit à 26,8 % contre 31 % en 2016.

Au total, malgré l'effet du résultat de change, le résultat net part du groupe s'élève en 2017 à 84,7 M€ en hausse de 12,4 % par rapport à 2016.

## Le bilan

La lecture du bilan consolidé illustre la solidité de la structure financière du groupe et fait apparaître :

- Le renforcement des fonds propres qui s'améliorent de 76,3 M€ et sont portés de 435,6 M€ à 511,9 M€ ;
- Des actifs non courants à 518,0 M€ qui croissent de 30 M€ essentiellement en raison :
  - Du Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi qui, net des imputations d'impôts sur le résultat, du remboursement du crédit d'impôt 2013 et des effets d'actualisation, vient augmenter les actifs financiers non courants de 43,5 M€
  - Des dépenses d'investissement opérationnels de 17,9 M€
  - Des actifs incorporels liés aux acquisitions réalisées aux États-Unis pour 7,1 M€,
  - Des amortissements de 23,0 M€
  - D'un écart de conversion négatif de 15 M€ lié à l'évolution du change du Dollar américain, qui impacte les incorporels des acquisitions réalisées aux États-Unis.
- Un besoin en fonds de roulement (BFR) maîtrisé dont la croissance s'explique par l'évolution du volume d'activité et l'effet de croissance externe.
- Un endettement net hors Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi qui diminue de 37,2 M€.

Le groupe dispose ainsi d'une situation financière encore renforcée pour poursuivre son développement en France et à l'international.

## 3.1.2 L'activité du groupe par pôle

### Le pôle travail temporaire et recrutement : un nouvel exercice record

*Confirmation de la performance en France*

*Renforcement des positions à l'international*

En M€	2017	2016	Variation	Variation organique	Impact change <sup>(1)</sup>	Impact périmètre <sup>(2)</sup>
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>2 026,3</b>	<b>1 829,7</b>	<b>10,7 %</b>	<b>8,3 %</b>	<b>(0,4) %</b>	<b>2,8 %</b>
<i>En France</i>	<i>1 526,2</i>	<i>1 393,1</i>				
<i>À l'international</i>	<i>500,1</i>	<i>436,6</i>				
EBITDA	115,4	98,6	-	-	-	-
Résultat opérationnel courant	106,2	90,2	-	-	-	-

(1) Impact de change calculé en appliquant aux chiffres d'affaires en devises de l'année les taux de change de l'année antérieure

(2) Les impacts de périmètre sont calculés en retraitant le chiffre d'affaires d'une part de la contribution des entités acquises dans l'année et d'autre part de celle des entités acquises l'exercice précédent jusqu'à la date anniversaire de l'acquisition

En 2017, le rythme de croissance est resté très soutenu sur le pôle travail temporaire et recrutement.

Le pôle franchit pour la première fois le cap des deux milliards d'euros de chiffre d'affaires et affiche un nouveau record annuel à 2 026,3 M€, en progression de 10,7 %

Cette excellente performance a été essentiellement réalisée en organique à 8,3 %.

**La France**, qui concentre 75 % de l'activité du pôle, a été au cœur de cette évolution favorable.

Le chiffre d'affaires réalisé s'établit à 1 526,2 M€, en croissance totalement organique de 9,6 % sur un marché en hausse de 10,9 % (source Prism'emploi).

Cette performance est d'autant plus remarquable qu'elle succède à une croissance de plus de 14 % au cours de l'exercice 2016. Elle positionne le groupe parmi les acteurs les plus dynamiques du marché. Ainsi, entre 2013 et 2017, le groupe a affiché un taux de croissance annuel moyen supérieur à 10 % contre 5 % pour le marché.

L'évolution sectorielle montre que, dans l'industrie, premier secteur qui concentre plus de 47 % de l'activité du pôle, le chiffre d'affaires s'inscrit en croissance de 6 %. Comparé à 2016 où le groupe avait réalisé une année exceptionnelle dans le secteur automobile, ce secteur, comme anticipé, contribue moins à la croissance en 2017, laquelle est notamment portée par les secteurs du commerce, du transport et de la logistique. Ainsi, hors automobile, les effectifs intérimaires du groupe (en ETP) progressent de 9,9 % sur un marché comparable en hausse de 7,7 %.

Dans le secteur des Services, après une hausse de plus de 12 % en 2016, la progression reste soutenue avec un chiffre d'affaires en progression de plus de 14 % sur l'année 2017, maintenant ainsi sa part dans l'activité totale à 36,6 %.

Le groupe profite également pleinement de la reprise dans le secteur du BTP. Avec un chiffre d'affaires en progression de 9,8 %, ce secteur représente 15,6 % de l'activité du pôle en France.

En termes de typologie de clients, l'activité du groupe auprès des grands comptes est restée très bien orientée, avec un chiffre d'affaires de 806,6 M€ en progression de plus de 11 %.

Les PME qui concentrent 47 % de l'activité affichent quant à elles un chiffre d'affaires en hausse de 7,9 %.

Ce mix clients équilibré et dynamique est un solide atout pour le groupe.

La croissance de l'activité en France s'est accompagnée d'un renforcement des positions du groupe **à l'international**.

Pour la première fois, le groupe franchit le cap des 500 millions d'euros de chiffre d'affaires hors de France.

L'activité, à 500,1 M€, ressort en hausse de 14,5 % portant à 25 % la part de l'international dans l'activité totale du pôle. À périmètre et taux de change constants, la croissance ressort à 4,5 %.

Les États-Unis et l'Espagne concentrent 90 % de l'activité internationale.

En Espagne, la croissance est restée très soutenue : après quatre années consécutives de croissance organique à deux chiffres, le groupe réalise un chiffre d'affaires de 122,6 M€ en hausse de 16,5 %.

Aux États-Unis, où le groupe réalise 65,7 % de son activité internationale, le chiffre d'affaires s'établit à 328,6 M€ en progression de 15,3 %, porté par la contribution, à hauteur de 52,7 M€ sur l'exercice des deux dernières acquisitions.

À périmètre et taux de change constants, l'activité ressort en léger repli de 0,5 %. Cette évolution traduit une pénurie momentanée de ressources dans un contexte de marché de l'emploi américain particulièrement dynamique.

Sur cette zone géographique, le groupe a poursuivi la stratégie de croissance offensive qu'il a engagée depuis l'acquisition, en 2011, du groupe PeopleLink.

Ainsi, en février 2017, le groupe s'est porté acquéreur des activités de la société EHD Technologies, basée dans le Tennessee et également implantée en Alabama, en Caroline du Sud et dans le Missouri.

Avec cette acquisition, le groupe renforce son expertise dans les services d'inspection et d'assurance qualité pour les secteurs de l'automobile, de l'industrie, de l'électronique ainsi que dans le recrutement et la délégation de profils qualifiés.

Porté par des perspectives économiques américaines favorables, le groupe entend privilégier la croissance organique en 2018 et reste confiant quant à son développement sur le premier marché mondial du travail temporaire.

Sur ses autres implantations à l'étranger (en Allemagne, au Maroc, au Portugal, en Suisse et en Tunisie), qui concentrent moins de 10 % de l'activité internationale, le groupe réalise un chiffre d'affaires de 48,9 M€.

L'exercice 2017 s'est également traduit par une forte progression des résultats et une nouvelle appréciation des marges.

L'Ebitda du pôle travail temporaire et recrutement s'établit à 115,4 M€ en croissance de 17 % et la marge opérationnelle est portée à 5,7 % du chiffre d'affaires contre 5,4 % en 2016.

En France, où l'activité croît de 9,6 %, l'Ebitda progresse de plus de 20 % à 93,5 M€, pour s'établir à 6,1 % du chiffre d'affaires, contre 5,6 % en 2016, en progression de 50 points de base.

À l'international, avec une croissance du chiffre d'affaires qui s'établit à +4,5 % en organique, l'Ebitda s'élève à 21,9 M€ ; il représente 4,4 % du chiffre d'affaires contre 4,7 % en 2016. Ce repli est notamment lié à l'activité aux États-Unis pénalisée par la pénurie de ressources dans un contexte de plein emploi.

## Le pôle multiservices : une année exceptionnelle dans l'aéroportuaire

En M€	2017	2016
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>412,7</b>	<b>334,5</b>
EBITDA	34,2	25,7
Résultat opérationnel courant	20,4	14,9

Le pôle multiservices réalise un exercice record avec un chiffre d'affaires de 412,7 M€ en hausse de 23,4 % (+9,3 % à périmètre et change constants).

Les activités aéroportuaires concentrent 76,2 % de l'activité du pôle ; les autres services, pour 23,8 % de l'activité totale, sont portés par les activités ingénierie et maintenance industrielle.

La progression de l'activité s'est également accompagnée d'une progression des résultats et d'une forte appréciation des marges.

L'Ebitda du pôle progresse de 33,4 % à 34,2 M€ ; il représente 8,3 % du chiffre d'affaires contre 7,7 % en 2016.

Sur les activités aéroportuaires, l'Ebitda s'établit à 29,2 M€ et représente 9,3 % du chiffre d'affaires, en hausse de 100 points de base par rapport à 2016.

Les autres activités dégagent un Ebitda de 5,0 M€ sur l'exercice.

## Les activités aéroportuaires

En M€	2017	2016	Variation	Variation organique	Impact change <sup>(1)</sup>	Impact périmètre <sup>(2)</sup>
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>314,6</b>	<b>244,9</b>	<b>28,5%</b>	<b>9,3%</b>	<b>(0,2)%</b>	<b>19,4%</b>
EBITDA	29,2	20,4	-	-	-	-
Résultat opérationnel courant	18,2	12,3	-	-	-	-

(1) Impact de change calculé en appliquant aux chiffres d'affaires en devises de l'année les taux de change de l'année antérieure

(2) Les impacts de périmètre sont calculés en retraitant le chiffre d'affaires d'une part de la contribution des entités acquises dans l'année et d'autre part de celle des entités acquises l'exercice précédent jusqu'à la date anniversaire de l'acquisition

Les activités aéroportuaires affichent une progression remarquable. Le chiffre d'affaires dépasse pour la première fois le cap des 300 millions d'euros, à 314,6 M€, en croissance de 28,5 %. À périmètre et taux de change constants, l'évolution est également très favorable avec une croissance de 9,3%.

**En France**, qui concentre 72% du chiffre d'affaires aéroportuaire, l'activité a été particulièrement soutenue avec une croissance totalement organique de 11,3%.

Le chiffre d'affaires s'établit à 226,4 M€. Le groupe confirme ainsi son leadership sur le marché de l'assistance aéroportuaire.

Le début d'exercice a été marqué par la nouvelle désignation ministérielle du groupe sur les deux plus grands aéroports français.

Avec 13 contrats signés en 2017 dont 7 nouveaux contrats représentant l'assistance de plus de 20 000 vols par an, le groupe confirme ses performances sur son marché historique et conforte son portefeuille solide et récurrent.

À l'**international**, l'exercice a été porté par l'intégration de la société Cobalt Ground Solutions, acquise en décembre 2016. Troisième plus grand prestataire aéroportuaire sur l'aéroport London Heathrow, cette société a réalisé en 2017 un chiffre d'affaires de 46,5 M€ en croissance de 11,5%.

Cette acquisition, permettant au groupe de prendre position sur le 1er aéroport européen, a constitué un tournant majeur pour ses activités aéroportuaires. Le groupe a ainsi plus que doublé son chiffre d'affaires à l'international à 88,2M€ contre 41,4 M€ en 2016. Le groupe figure désormais dans le top 10 mondial des sociétés d'assistance aéroportuaire.

L'année 2017 a également été marquée par l'implantation du groupe aux États-Unis sur l'aéroport de Boston ; si l'activité sur ce pays reste encore limitée, cette implantation ouvre de nouvelles perspectives de développement pour les activités aéroportuaires du groupe.

## Les autres services

En M€	2017	2016
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>98,1</b>	<b>89,7</b>
EBITDA	5,0	5,2
Résultat opérationnel courant	2,2	2,6

Sur les autres services, le groupe réalise un bon exercice.

Le chiffre d'affaires s'établit à 98,1 M€ en hausse de 9,4%, portée par les activités ingénierie et maintenance industrielle qui avec un chiffre d'affaires de 74,9 M€, ressortent en croissance de 8,8%.

Les autres activités du pôle regroupent notamment la gestion d'informations dématérialisées, les fournitures pour l'industrie et le bâtiment, les prestations d'accueil et la formation.

### 3.1.3 Les comptes sociaux de Groupe CRIT

La société Groupe CRIT est la société holding du groupe qu'elle forme avec l'ensemble de ses filiales.

Elle exerce son activité au service du groupe et ses résultats sociaux ne peuvent être dissociés des résultats consolidés.

Son chiffre d'affaires est constitué des facturations des prestations de services qu'elle fournit à ses filiales dans le cadre du développement de leurs activités en sa qualité de société animatrice du groupe, et des refacturations de charges et dépenses communes.

Ainsi, l'évolution de son chiffre d'affaires est directement liée à l'évolution de l'activité de ses filiales.

En 2017, le chiffre d'affaires réalisé s'établit à 6,7 M€ contre 6,6 M€ en 2016 ; les charges d'exploitation s'élèvent à 5,8 M€ contre 5,6 M€.

Le résultat d'exploitation ressort ainsi à 1,0 M€ contre 1,2 M€.

Le résultat financier s'établit à 26,5 M€ contre 20,7 M€.

Il est principalement constitué des produits financiers reçus des participations pour 11,9 M€, d'une reprise de provision pour dépréciation de titres pour 10,1 M€, d'intérêts perçus pour 4,6 M€ et de gains de change pour 1,1 M€.

Le résultat exceptionnel s'établit à 59 K€ contre 258 K€.

Après prise en compte de l'impôt sur les bénéfices de 2,2 M€, l'exercice clos le 31 décembre 2017 fait apparaître un résultat net de 25,3 M€ contre 20,3 M€ en 2016.

## Les informations relatives aux délais de paiement des fournisseurs et des clients

En application de l'article L.441-6-1 du Code de commerce, les informations sur les délais de paiement des fournisseurs et des clients s'établissent comme suit à la date du 31 décembre 2017 :

	Article D.441 I.-1° : Factures <u>reçues</u> non réglées à la date de l'exercice dont le terme est échu						Article D.441 I.-2° : Factures <u>émises</u> non réglées à la date de l'exercice dont le terme est échu					
	0 jour	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)	0 jour	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
<b>(A) Tranches de retard de paiement</b>												
Nombre de factures concernées	2					28	1					61
Montant total des factures concernées (TTC) - en K€	3	3	3	3	24	33	3	-	3	32	309	347
Pourcentage du montant total des achats de l'exercice (TTC)	0,04 %	0,04 %	0,04 %	0,04 %	0,30 %	0,42 %						
Pourcentage du chiffre d'affaires de l'exercice (TTC)							0,02 %	0,00 %	0,02 %	0,25 %	2,39 %	2,69 %
<b>(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées</b>												
Nombre de factures exclues			1	1	1	3						
Montant total des factures exclues (TTC) - en K€			2	7	9	18						
<b>(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L. 441-6 ou article L. 443-1 du code de commerce)</b>												
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement	<input checked="" type="checkbox"/> Délais contractuels : Selon conditions négociées <input type="checkbox"/> Délais légaux						<input checked="" type="checkbox"/> Délais contractuels : Selon conditions négociées <input type="checkbox"/> Délais légaux					

## Activité en matière de recherche et de développement

Au cours de l'exercice écoulé, la société Groupe CRIT n'a engagé aucune dépense en matière de recherche et de développement.

### 3.1.4 Affectation des résultats proposée à la prochaine assemblée

Il est proposé à la prochaine Assemblée Générale de procéder à l'affectation des résultats suivante :

#### Origine

- Bénéfice de l'exercice 25 273 786,87 €
- Report à nouveau 328 767,23 €
- Autres réserves 231 701 400,83 €

#### Affectation

- Aux actionnaires à titre de dividendes 49 500 000,00 €
- Au poste « Autres réserves », le solde soit 207 803 954,93 €

Ainsi, le dividende revenant à chaque action sera de 4,40 €.

Il est rappelé que pour les personnes physiques fiscalement domiciliées en France, ce dividende est assujéti à l'imposition forfaitaire unique au taux global de 30%, sauf si elles optent à l'imposition de ces revenus au barème progressif de l'impôt sur le revenu. Dans ce dernier cas, l'intégralité du montant ainsi distribué sera éligible à la réfaction de 40 % résultant des dispositions de l'article 158-3-2° du Code Général des Impôts.

Ce dividende serait payable le 29 juin 2018 et le détachement du coupon interviendrait le 27 juin 2018.

Au cas où, lors de la date de détachement du coupon, la société détiendrait certaines de ses propres actions, les sommes correspondant aux dividendes non versés à raison de ces actions seraient affectées au report à nouveau.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, le tableau ci-après fait état du montant des dividendes et autres revenus distribués au titre des trois précédents exercices, ainsi que de leur éventuelle éligibilité à la réfaction de 40% résultant des dispositions de l'article 158 3-2° du Code général des impôts bénéficiant, le cas échéant, aux personnes physiques fiscalement domiciliées en France.

Au titre de l'exercice	Revenus éligibles à la réfaction		Revenus non éligibles à la réfaction
	Dividendes	Autres revenus distribués	
2014	3 487 500 €* soit 0,31 € par action	-	-
2015	4 500 000 €* soit 0,40 € par action	-	-
2016	4 500 000 €* soit 0,40 € par action	-	-

\* Incluant le montant du dividende correspondant aux actions autodétenues non versé et affecté au compte report à nouveau

### 3.1.5 Prises de participation et de contrôle intervenues durant l'exercice

Les informations relatives aux prises de participation et de contrôle intervenues durant l'exercice sont fournies en note 2.1 de l'annexe aux états financiers consolidés.

### 3.1.6 Les perspectives du groupe pour l'exercice 2018

L'information sur les perspectives du groupe pour l'exercice 2018 est fournie au chapitre 1 section 1.7 du présent document de référence.

### 3.1.7 Évènements importants survenus depuis la clôture de l'exercice

L'information relative aux évènements importants survenus depuis la clôture de l'exercice est fournie en note 6.3 de l'annexe aux états financiers consolidés.

### 3.1.8 Le capital de la société

#### L'actionnariat de la société et les actions d'autocontrôle

Toutes les informations requises en application des dispositions de l'article L. 233-13 du Code de commerce sont présentées au chapitre 5 section 5.3 du présent document de référence.

#### Le programme de rachat d'actions propres

Les informations relatives au nombre d'actions propres achetées et vendues par la société au cours de l'exercice et le détail de la proposition de renouvellement de l'autorisation de rachat par la société de ses propres actions sont présentées au chapitre 5 section 5.2. du présent document de référence.

#### La participation des salariés au capital

À la clôture de l'exercice, il n'existe aucune participation des salariés (telle que définie à l'article L 225-102 du Code de commerce) au capital de la société.

#### Avis de détention de plus de 10 % du capital de la société par une autre société au sein de laquelle Groupe CRIT détient des actions / Aliénation des participations croisées

Néant

### 3.1.9 État récapitulatif des opérations sur les titres de la société mentionnées à l'article L.621-18-2 du Code monétaire et financier

L'état récapitulatif des opérations des mandataires sur les titres de la société mentionnées à l'article L 621-18-2 du Code monétaire et financier, réalisées au cours du dernier exercice, est fourni au chapitre 5 section 5.3 du présent document de référence.

### 3.1.10 La gestion des risques

La description des principaux risques auxquels le groupe est confronté, leur gestion et leur couverture sont présentés au chapitre 1 section 1.6 du présent document de référence.

Ces risques concernent principalement le risque de réputation, les risques de marché (principalement le risque de taux et de change), les risques de liquidité liés pour l'essentiel à la politique d'endettement du groupe, les risques juridiques, les risques économiques (saisonnalité de l'activité, importance relative de certains clients) et les risques opérationnels (y compris risques de contrepartie). En revanche, compte tenu de son activité, le groupe n'est pas significativement exposé aux risques environnementaux et n'a pas identifié de risques financiers liés aux effets du changement climatique.

Néanmoins conscient de l'impact environnemental même faible qu'engendrent ses activités de services, le groupe décrit les mesures prises pour maîtriser et réduire les effets de son activité sur l'environnement au rapport de responsabilité sociale, sociétale et environnementale au chapitre 3.2 du présent document de référence.

Pour faire face à ces principaux risques, le groupe a mis en œuvre une politique de gestion de ces risques fondée sur leur identification mise à jour régulièrement, leur prévention et leur couverture financière éventuelle.

Ces missions d'identification, de prévention et de couverture sont notamment assurées par la direction générale (risque de réputation), la direction financière (risques de liquidité et de marché), la direction juridique (risques juridiques), les directeurs opérationnels et les responsables qualité du groupe (risques économiques et opérationnels).

Ainsi, le groupe a en particulier mis en place un programme annuel d'audit interne qui est détaillé ci-dessous et qui revoit sur la base de missions menées en agence, la bonne gestion de ces risques.

### 3.1.11 Procédures de contrôle interne mises en place

#### Objectifs du contrôle interne

Le contrôle interne est défini dans le groupe comme un dispositif mis en œuvre par la Direction et le personnel tendant à la réalisation des objectifs suivants :

- la fiabilité des informations comptables et financières communiquées ;
- la conformité des actes de gestion et de décision aux instructions et aux orientations définies par la Direction Générale ; leur conformité aux lois et réglementations en vigueur ;
- la protection des actifs et de la réputation du groupe ;
- l'optimisation des activités opérationnelles.

En particulier, les procédures de contrôle interne mises en place par la société visent à assurer le contrôle de la société sur le groupe et notamment la fiabilité des comptes consolidés de sorte que ceux-ci reflètent avec sincérité l'activité et la situation de la société et du groupe.

Comme tout système de contrôle, le contrôle interne doit donner une assurance raisonnable quant à la réalisation de ces objectifs. Il ne peut cependant fournir une garantie absolue qu'ils seront atteints.

## Organisation générale des procédures de contrôle interne - Environnement de contrôle

### a - Organisation

La Direction Générale définit les orientations du contrôle interne et supervise la mise en place de l'ensemble des éléments le composant. Elle s'assure de l'existence de mesures effectives de contrôle au sein des filiales du groupe.

La direction financière est plus spécialement chargée de superviser les mesures propres à l'information comptable et financière.

Le contrôle interne du groupe s'articule en fonction du choix de l'organisation du groupe :

- Une organisation décentralisée en pôles d'activité, et, au sein du principal pôle d'activité français, en directions régionales, secteurs et agences, ce qui apporte au groupe réactivité et proximité avec les clients et permet un meilleur développement sur ses marchés ;
- Une décentralisation qui est néanmoins encadrée par des règles de fonctionnement communes, par la mutualisation des services communs tels que la comptabilité, la trésorerie, le juridique, le contentieux, la formation, les achats, l'informatique et la communication et par la mise en place de centres de traitement administratifs, distincts des agences et chargés de la gestion de la paie des intérimaires et de la facturation.

Cet encadrement, allié à la centralisation au siège social des principales décisions, notamment les investissements immobiliers, les prises à bail des nouveaux établissements, permet un contrôle plus efficace sur les postes significatifs ou à risque du groupe.

Le personnel d'encadrement (Directeurs Généraux, Directeurs Régionaux, Responsables de Secteurs, Chefs d'agences) est garant de la bonne application des procédures de contrôle interne du groupe au sein de leurs entités.

Leurs obligations sont clairement stipulées dans les délégations de pouvoirs qui sont définies par la Direction Générale et déclinées dans chaque filiale par le Directeur en charge du pôle d'activité correspondant.

### b - Politiques et procédures

Le contrôle interne est également réalisé au travers de la définition et de la mise en œuvre d'un ensemble de politiques et de procédures.

Les politiques sont proposées et définies par le Président Directeur Général, les Directeurs Généraux Délégués et par les Directeurs présents dans l'équipe de direction du groupe.

Elles sont validées par le Président Directeur Général qui autorise par ailleurs les moyens liés à leur mise en œuvre.

Les directions opérationnelles sont responsables de leur diffusion (réunions d'information, notes internes, transcription dans les objectifs), de leur mise en application et du suivi des réalisations associées.

Les procédures relatives aux processus opérationnels sont proposées par les Directeurs Généraux et par les Directeurs présents dans les équipes de direction opérationnelles du groupe et des filiales. Ces procédures sont décrites dans un manuel qualité propre à chaque activité du groupe. Elles couvrent l'ensemble des processus et méthodes stratégiques ou à risque des métiers du groupe et stipulent notamment les limites d'autorisation en matière d'engagements (concernant par exemple les achats, investissements, frais de déplacement).

Concernant plus spécifiquement le pôle travail temporaire et recrutement, ces procédures couvrent notamment les domaines suivants :

#### Commercial

- Prise et traitement des commandes clients
- Suivi de la prestation de service
- Gestion de la facturation
- Gestion du risque clients, autorisation d'encours
- Suivi du recouvrement
- Conduite des procédures contentieuses
- Administration des Grands Comptes

#### Ressources humaines

- Gestion du personnel permanent
- Paiement des acomptes et salaires du personnel intérimaire
- Entretiens annuels, valorisation des compétences et formation du personnel
- Frais de déplacement
- Recrutement du personnel permanent
- Recrutement du personnel intérimaire

#### Réseau

- Centres de traitement administratifs

#### Achats et logistiques

- Achats et fournisseurs référencés
- Logistique ouverture d'agences

#### Informatique

- Règles de gestion informatique agences
- Sauvegardes et Sécurité

#### Risques et sécurité

- Prévention des risques dans les entreprises clientes
- Manuel de sécurité et certification CEFRI pour les agences spécialisées dans le domaine nucléaire
- Plan d'amélioration sécurité entreprise (PASE) et certification MASE pour les agences spécialisées dans les domaines chimique et pétrochimique

Ces procédures ont été intégrées dans la démarche qualité du groupe afin d'assurer leur application par tous, leur adaptation et leur amélioration face à l'évolution de l'environnement, l'optimisation des moyens mis en œuvre et la pérennisation du savoir-faire.

L'application de ces procédures et le processus d'amélioration continue font l'objet d'un programme d'audit interne planifié chaque année dont les résultats sont d'autant plus importants qu'ils garantissent le renouvellement de la certification ISO 9001 des différents pôles d'activité.

Les rapports d'audit mentionnent des observations (faibles risques induits) et des points de non-conformité éventuels (risques importants ou procédure non respectée) et inclut les recommandations et actions correctives. Le responsable de l'entité ou du département audité s'engage à procéder aux corrections requises dans un délai donné, le Responsable Régional QSE vérifiant leur mise en place effective.

S'agissant plus particulièrement du pôle travail temporaire et recrutement, les audits opérationnels sont réalisés par les responsables qualité, sécurité, environnement (QSE) et leurs rapports

sont communiqués au Responsable d'Agence et au Directeur Régional auquel l'agence est rattachée.

Une synthèse des audits réalisés sur chaque région est transmise trimestriellement au Responsable National QSE par le Responsable Régional QSE concerné.

Le Responsable National QSE présente une synthèse annuelle de l'ensemble des audits réalisés en revue de direction.

### c - Veille technique et légale

Le dispositif de contrôle interne est complété par une veille opérationnelle et juridique.

Le groupe est doté de services fonctionnels centraux chargés de veiller au respect des législations en vigueur, d'identifier les risques auxquels le groupe peut être confronté, d'apporter conseil et assistance aux services opérationnels notamment dans les domaines suivants :

- Juridique, législation sociale, hygiène et sécurité
- Comptable et fiscal
- Assurance, Recouvrement.

S'agissant plus spécialement du travail temporaire et recrutement, des interlocuteurs régionaux complètent ce dispositif de support et de contrôle.

Le personnel a en outre accès à toutes informations relatives à l'organisation, aux procédures internes, aux dispositions légales et réglementaires applicables, disponibles sur le réseau intranet du groupe, permettant ainsi la diffusion immédiate des informations à l'ensemble des départements et agences.

Des formations spécialement adaptées aux besoins des sociétés du groupe sont dispensées par deux filiales, RHF (Ressources Humaines Formation) et IFMA (Institut de Formation aux Métiers de l'Aérien), organismes de formation agréés par la Direction Régionale de la Formation Professionnelle et certifiés ISO 9001.

La veille comptable et fiscale est assurée par la direction financière du groupe, celle-ci pouvant recourir à des cabinets de consultants et avocats spécialisés en fonction des sujets traités. Le groupe dispose d'un contrat d'assistance fiscale auprès d'un cabinet réputé afin de s'assurer le concours permanent de praticiens spécialistes dans chacune des grandes branches de la fiscalité.

### Procédures d'élaboration et traitement de l'information comptable et financière

Le contrôle interne relatif à l'information comptable et financière du groupe s'organise autour des éléments suivants :

- l'organisation comptable du groupe
- le reporting comptable et de gestion
- le référentiel et les méthodes comptables communs au sein du groupe

#### a - Organisation comptable du groupe

L'information comptable et financière et son contrôle sont structurés de manière cohérente avec l'organisation opérationnelle du groupe.

L'information comptable et financière de chacune des sociétés du groupe est produite par une équipe dédiée, décentralisée ou basée au siège du groupe.

S'agissant du pôle travail temporaire et recrutement en France, un département comptable est responsable de la production des comptes des sociétés du pôle, la préparation et le traitement des informations et transactions comptables de base étant effectués dans les centres administratifs régionaux.

Pour tous les pôles d'activité, les agences ou sites d'exploitation sont dotés des logiciels de gestion nécessaires à l'exploitation et à la production des services qu'ils assurent.

Quels que soient les logiciels, toutes les interfaces permettant l'intégration automatique des données générées et saisies par les opérationnels vers les logiciels comptables ont été développées afin d'optimiser et de fiabiliser le transfert en comptabilité.

Ainsi, au sein du pôle travail temporaire et recrutement, les informations relatives aux factures clients et aux paies des collaborateurs intérimaires sont saisies en agence et interfacées vers le logiciel de gestion comptable hébergé sur un serveur unique, ces transferts étant assortis des procédures de contrôle nécessaires.

Le contrôle des données à l'origine de l'information comptable est assuré par l'application des règles décrites dans les procédures opérationnelles mentionnées au § 2.b et par le contrôle exercé par la direction comptable au moyen de verrous informatiques sur les paramètres clés de l'activité et de contrôles mensuels effectués sur la base d'états de contrôle portant sur les risques clés de l'activité.

Sous l'autorité de la direction financière, les directions comptables des pôles d'activités et le service de consolidation du groupe assument les missions essentielles de mise en cohérence des données financières, notamment :

- La production des documents d'information comptable et financière de la société et des comptes consolidés dans le respect des normes applicables ; l'élaboration des états financiers consolidés en normes IFRS,
- La production de la documentation nécessaire à la communication financière des résultats,
- La production du reporting mensuel de gestion en assurant la consolidation et la cohérence des données, s'appuyant en cela sur les structures existantes dans les filiales,
- La conception, la mise en place des méthodes, procédures et référentiels comptables et de gestion du groupe, en accord avec la Direction Générale,
- Le contrôle des services comptables des différentes entités du groupe, la vérification de l'application des principes comptables communs au groupe,
- L'identification et la réalisation des évolutions nécessaires des systèmes d'informations comptables et de gestion du groupe.

#### b - Reporting comptable et de gestion

Le reporting mensuel est une composante majeure du dispositif de contrôle et d'information financière. Il constitue l'outil privilégié de suivi, contrôle et pilotage de la Direction Générale du groupe.

Le reporting du groupe est produit mensuellement sous forme d'états financiers consolidés qui sont analysés par pôle d'activité et par branche à l'intérieur des pôles. Au sein des branches, les états financiers sont déclinés par centre de profits et centre de coûts de façon à ce que chaque responsable opérationnel dispose, à son niveau de responsabilité, des indicateurs clés de son activité.

Le rapprochement des informations comptables et des données prévisionnelles, associé à leur analyse mensuelle à chaque niveau de

l'organisation (Direction Générale, Direction financière, Direction des pôles, Directions régionales, secteurs, agences), contribue à la qualité et à la fiabilité des informations produites. Il permet par ailleurs de prendre les mesures correctives nécessaires à la poursuite des objectifs du groupe.

Les agences de travail temporaire analysent également leurs performances grâce aux statistiques et indicateurs disponibles à partir du logiciel de gestion d'agence.

### c - Référentiel et méthodes comptables communs au sein du groupe

Le processus d'élaboration des comptes consolidés s'appuie sur :

- un référentiel et des méthodes comptables communs (à l'exception des filiales étrangères)
- la normalisation des formats de restitution
- l'utilisation d'un outil de reporting commun des liasses fiscales
- l'utilisation d'un logiciel de consolidation.

L'établissement des liasses fiscales est placé sous la responsabilité des équipes comptables de chaque filiale. Le service de comptabilité de la holding en assure un contrôle individuel et exhaustif avant de procéder à la consolidation des données.

Consciente des enjeux liés au contrôle interne et de son importance pour le bon développement du groupe, la Direction Générale apporte tout son soutien aux démarches d'amélioration du contrôle interne et à son adaptation aux exigences imposées par l'évolution des législations et de l'environnement économique. Dans ce cadre, soucieuse de l'efficacité du dispositif mis en place au sein du groupe, la Direction Générale s'attache à renforcer de façon permanente les contrôles en vigueur et ce, notamment par le biais de son système d'information agences, opérationnel sur l'ensemble du réseau travail temporaire français depuis 2006 et régulièrement mis à jour. Ce système d'information fait l'objet d'un processus d'amélioration continue, notamment en termes de contrôles.

## 3.1.12 Tableau des résultats de la société au cours des 5 derniers exercices

Date d'arrêté	31/12/17	31/12/16	31/12/15	31/12/2014	31/12/2013
Durée de l'exercice (mois)	12	12	12	12	12
<b>Capital en fin d'exercice</b>					
Capital social	4 050 000	4 050 000	4 050 000	4 050 000	4 050 000
Nombre d'actions					
- ordinaires	11 250 000	11 250 000	11 250 000	11 250 000	11 250 000
- à dividende prioritaire					
Nombre maximum d'actions à créer					
- par conversion d'obligations					
- par droit de souscription					
<b>Opérations et résultats</b>					
Chiffre d'affaires hors taxes	6 746 282	6 646 547	6 374 223	6 444 304	4 876 981
Résultat avant impôt, participation, dot. amortissements et provisions	18 592 645	25 229 973	17 637 154	18 038 380	13 886 476
Impôts sur les bénéfices	2 242 604	1 839 620	2 859 986	2 647 774	829 823
Participation des salariés					
Dot. amortissements et provisions	-8 923 745	3 113 272	1 258 986	37 291	-536 943
Résultat net	25 273 787	20 277 081	13 518 379	15 353 315	13 593 597
Résultat distribué	4 500 000	4 500 000	4 500 000	3 487 500	2 475 000
<b>Résultat par action</b>					
Résultat après impôt, participation, avant dot.amortissements, provisions	1,45	2,08	1,31	1,37	1,16
Résultat après impôt, participation dot. amortissements et provisions	2,25	1,80	1,20	1,36	1,21
Dividende attribué	0,40	0,40	0,40	0,31	0,22
<b>Personnel</b>					
Effectif moyen des salariés	7,00	8,00	7,00	6,00	8,00
Masse salariale	1 526 097	1 665 064	1 312 383	1 386 554	1 246 547
Sommes versées en avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales...)	587 209	650 174	488 806	525 610	467 246